



CSE du 19/12/2024 Déclaration préalable CGT

Le budget austéritaire et réactionnaire présenté au vote par la présidente de Région ce jeudi est une attaque sans précédent sur nos territoires.

Telle une monarque absolue autoproclamée elle a ainsi annoncé des coupes claires dans le budget de la Région pour 2025. En supprimant 100 M€ dans les dépenses du Conseil Régional, elle décide d'aller bien au-delà des économies de 40 M€ déjà inacceptables réclamées par le gouvernement déchu.

Toujours unilatéralement et sans concertation, elle annonce vouloir supprimer 100 emplois au sein des services de la région, soit 10 % des effectifs.

Des secteurs centraux de la vie en société, tels que l'emploi, l'insertion professionnelle des jeunes, la culture, le sport pour tous, la santé, les droits des femmes, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, la vie associative et l'économie sociale et solidaire vont être privés de la majeure partie voire de l'intégralité de leurs subventions régionales.

Ces suppressions vont les contraindre à réduire leur action au bénéfice de la population, notamment en milieu rural, et pour un grand nombre, à mettre la clé sous la porte. Au total, ce sont plusieurs milliers d'emplois qui sont menacés et des missions d'intérêt général qui pourraient disparaître. 13 000 emplois seraient menacés dans le secteur culturel en région.

Les écoles, collèges et lycées pourraient perdre une grande partie de leurs partenaires de projets culturels et artistiques et les lycées pourraient subir des coupes budgétaires mettant en cause leur capacité à organiser des actions en faveur des élèves, notamment des projets culturels.

Sont également touchées toutes les structures qui accompagnent les publics les plus fragiles et les plus démunis, comme le centre d'information sur les droits et des familles, le planning familial ou encore les missions locales qui accompagnent 45 000 jeunes/an dans leur insertion professionnelle et sociale.

Le 16 décembre, 600 salariés sur les 700 que compte le réseau des missions locales dans la région se sont mobilisés pour exprimer leur opposition à la décision de la présidente de Région de supprimer les 3 millions de subventions versées aux 21 missions locales des Pays de la Loire.

La logique d'accompagnement des missions locales basée sur le volontariat, l'adaptation à la situation scolaire, sociale ou professionnelle des jeunes est en péril. Les missions locales, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi plein emploi risquent également de ne pas être en capacité de remplir le rôle, au demeurant discutable, que leur assigne l'Etat au sein du Réseau pour l'Emploi.

Cette fragilisation des missions locales aura des conséquences dramatiques pour les jeunes et pour les salariés qui commencent à être confrontés, comme dans notre établissement, à une perte de sens dans leur travail. A terme, leur possible incapacité à accompagner leur public aura aussi des conséquences à France Travail.

Toute la CGT est mobilisée pour lutter contre ces politiques d'austérité qui, encore une fois, s'attaquent aux plus fragiles.

En cette journée de mobilisation, jour de vote du budget du Conseil Régional, la CGT France Travail exprime toute sa solidarité aux salariés de missions locales et à tous les secteurs en lutte.